

cet égard. Nous remarquons également des allusions relativement prometteuses à des questions abordées dans d'autres discussions relatives au contrôle des armements.

Il est trop tôt, évidemment, pour faire plus que cette évaluation provisoire de ces propositions. Elles renferment certains nouveaux éléments intéressants, outre des prises de position rebattues et quelques conditions préalables délicates qui risquent d'entraver les négociations. Ces propositions méritent de toute évidence une étude approfondie, mais il faudra également obtenir des éclaircissements sur de nombreuses questions lors des négociations en cours. L'engagement de l'Union soviétique à l'égard d'une réduction catégorique et vérifiable des armes nucléaires sera véritablement mise à l'épreuve lorsque nous passerons de l'étape de la diplomatie publique aux limites confidentielles de la table de négociation.

• (1520)

[Français]

Le Sommet de Genève et la décision de régulariser ce contact de haut niveau améliorent les possibilités de progrès en matière de contrôle des armements. En plus de rassembler les leaders, ces rencontres périodiques permettent d'évaluer chaque année les progrès en matière de contrôle des armements et encouragent les leaders à régler des questions que ne peuvent régler leurs négociateurs.

Par les voies qui nous sont ouvertes, le Canada encouragera activement la conduite de négociations sérieuses et positives. La Chambre devrait noter à quel degré extraordinaire les États-Unis ont informé et consulté leurs alliés depuis la reprise du processus de Genève. Les rencontres et conversations entre le premier ministre (M. Mulroney) et le Président Reagan ont permis au Canada d'influencer les positions de l'Administration sur le contrôle des armements.

En décembre, à Bruxelles, j'ai convoqué une rencontre spéciale avec les ambassadeurs du Canada pour le contrôle des armements afin d'identifier des domaines précis où le Canada pourrait contribuer à l'obtention de résultats concrets. L'un de ces moyens consiste à réclamer, au sein de l'OTAN, des consultations plus fréquentes et focalisées sur la situation des diverses négociations sur le contrôle des armements ainsi que sur leurs incidences sur les politiques de l'Alliance.

[Traduction]

Cependant, nous ne discuterons pas seuls. Le gouvernement est déterminé à favoriser un dialogue plus actif et utile avec les pays du Bloc de l'Est. En septembre, le premier ministre a écrit au secrétaire général Gorbachev en lui exposant les opinions et les priorités du Canada en matière de contrôle des armes et de désarmement. Le mois dernier, j'ai envoyé une équipe de responsables canadiens à Moscou pour participer à des consultations sur le contrôle des armements avec les principaux experts soviétiques en la matière, les ambassadeurs Petrovsky et Karpov. Il est prévu de tenir des consultations semblables avec d'autres pays d'Europe de l'Est cette année. Nous veillons à faire connaître directement notre position aux pays qui jouent un rôle clé sur le plan de la sécurité internationale.

Il importe que la Chambre réfléchisse aux autres mesures que le Canada peut prendre. Quel apport concret précis pouvons-nous faire au contrôle des armements? Le gouvernement mènera ses activités sur trois fronts: premièrement, pour favoriser le respect des traités en vigueur; deuxièmement, pour

mettre au point des mécanismes de vérification et troisièmement, pour instaurer la confiance entre l'Est et l'Ouest.

Si l'on ne respecte pas totalement les traités, on menace la crédibilité et donc la viabilité du contrôle des armements. Le Canada soutient fermement le régime instauré en vertu du traité sur les missiles anti-balistiques et les accords actuels du SALT sur la limitation des forces stratégiques. Notre position à l'égard des recherches sur l'IDS est liée à la nécessité de se conformer strictement aux dispositions du traité sur les MAB. Nous continuerons à exhorter les parties à ces traités à ne rien faire qui puisse nuire à leur intégrité, mais plutôt à s'efforcer de renforcer leurs dispositions et leurs pouvoirs.

Des mesures efficaces de vérification permettront de garantir le respect des traités sur le contrôle des armements et de faciliter leur négociation. Dans le secteur de la vérification, compétence et diplomatie ne font qu'un pour le Canada. L'automne dernier, l'ONU a adopté à l'unanimité une résolution sur la vérification proposée par le Canada. Nous ne le cédon's à personne en ce qui concerne la mise au point de méthodes et de techniques de vérification répondant aux exigences pratiques des accords sur le contrôle des armements actuellement en négociation ou prévues.

Pour ne citer que les principaux projets terminés dernièrement ou en cours, je signalerais en premier lieu le projet de satellite pour la paix ou PAXSAT, visant à déterminer s'il est possible, sur le plan technique, d'utiliser des satellites pour surveiller le respect d'éventuels accords sur le contrôle des armements s'appliquant à l'espace ou aux forces conventionnelles en Europe; deuxièmement, les recherches sur la technologie sismique visant à détecter les explosions nucléaires de faible puissance qui constituent un obstacle important à la conclusion d'accords sur l'interdiction des essais nucléaires; troisièmement, l'élaboration de méthodes opérationnelles en vue d'enquêter de façon efficace sur les incidents ou les rapports d'utilisation d'armes chimiques, dont les résultats ont dernièrement été présentés au secrétaire général de l'ONU; et, quatrième, le dépôt, lors de la Conférence sur le désarmement à Genève, d'un document de travail sur le régime juridique s'appliquant à l'espace.

N'oublions pas que les perspectives de progrès du contrôle des armements sont clairement liées à une amélioration d'ensemble des relations Est-Ouest. On peut établir progressivement un climat de confiance au moyen d'actions politiques encourageant la consultation et la coopération Est-Ouest.

La relance du dialogue politique avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est et l'inclusion dans ce dialogue d'une saine mesure de contact au niveau des peuples constituent des objectifs importants de notre gouvernement. Il y a eu cette année un nombre impressionnant de visites de haut niveau entre le Canada et les pays du bloc de l'Est.

Le Canada a accueilli la réunion des experts des droits de l'homme de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et joue un rôle actif dans d'autres réunions mandatées par la CSCE et axées sur la réalisation des principes de l'Acte final d'Helsinki. Le Canada estime que la CSCE peut être un important vecteur de la promotion de notre sécurité et de nos objectifs humanitaires.

Par conséquent, alors que la quatrième série de négociations soviéto-américaines sur les armements nucléaires s'engage à Genève, notre gouvernement va contribuer de toutes les façons